

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18043 - 70ÈME ANNÉE

## Attentat contre Charlie Hebdo Réunionnais rassemblés pour un vibrant hommage

Une foule importante est venue participer hier à Saint-Denis à un des deux rassemblements organisés à La Réunion au lendemain de l'attentat contre Charlie Hebdo. Venus de tous horizons, des Réunionnais ont rendu un vibrant hommage aux victimes de la tragédie, et ont affirmé leur profond attachement au respect de la liberté d'expression.



Une foule nombreuse était présente à 13 heures à Champ Fleury pour participer à un rassemblement suite à l'attentat contre Charlie Hebdo. Rarement la place devant le théâtre n'a accueilli autant de monde. L'hommage a réuni bien au-delà des médias. Des citoyens issus des différentes couches sociales du pays ont répondu à l'appel lancé la veille par le SNJ-Réunion. De membres d'association, des syndicalistes, des étudiants, des enseignants, ainsi que la présence discrète de responsables politiques étaient à noter : la présidente du Conseil général, le président de la

Région, des conseillers régionaux et généraux ainsi que des députés. Une délégation du PCR conduite par Maurice Gironcel était aussi à Champ Fleury.

### De tous les horizons

Véronique Hummel du SNJ Réunion est la première à prendre la parole. Elle remercie le nombreux public venu manifester sa solidarité, et annonce qu'un rassemblement est également prévu à Mayotte

quelques heures plus tard. Puis c'est un confrère qui donne lecture des noms des 12 personnes tuées hier : un travailleur du journal, deux policiers, des journalistes, des amis de Charlie Hebdo. Chaque nom est salué par une salve d'applaudissements. L'ensemble des participants observe alors une minute de silence

Vient alors le moment des prises de parole. Des représentants de plusieurs médias interviennent en premier : le Quotidien, Témoignages, le Cri du Margouillat, Antenne Réunion, Imaz Press Réunion, Zinfos974 Jacques Pestel au nom de

la mairie de Saint-Denis et Jean-Pierre Marchau d'Europe Ecologie les Verts se sont également publiquement exprimés. C'est ensuite le tour de plusieurs responsables d'association et syndicat dont Amnesty International, la Ligue des droits de l'Homme, Rasine Kaf et UNITÉ SGP POLICE FO. Les principales religions présentent à La Réunion ont aussi transmis leur message : Houssen Amode, président du Conseil régional du culte musulman, Monseigneur Gilbert Aubry, évêque de La Réunion, le Docteur Selvam Chanemougam, président de Tamij Sangam. Franky Lauret, enseignant et ancien journaliste, a déclamé un fonnkèr. Marie Hélène Dor de la FSU, Samuel Mouen du Collectif 974, Jean-Paul Mélade, journaliste à Réunion Première, et Helno Eyriey, président de l'UNEF Réunion ont conclu les interventions.

## Combat quotidien

Toutes ces prises de parole ont souligné une convergence : la liberté d'expression est un principe qui ne souffre pas de remise en cause. C'est pourquoi on ne peut que se féliciter d'une telle union autour de ce principe fondamental.

C'est une grande victoire qui rappelle la justesse du combat mené par les aînés. Pendant des décennies, la liberté de la presse était combattue par les autorités en place à La Réunion. Témoignages a payé un lourd tribut. Son directeur, Paul Vergès, avait été condamné à de la prison ferme pour avoir reproduit des articles de journaux parisiens rendant compte de la répression de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1967. A Paris, les mêmes articles n'avaient fait l'objet d'aucune poursuite. A La Réunion, c'était le règne de la répression contre la liberté d'expression.

Il a fallu des combats et des sacrifices pour que les Réunionnais puissent aujourd'hui bénéficier du respect du pluralisme des opinions. L'attentat contre Charlie Hebdo rappelle que rien n'est acquis. La lutte pour la liberté de la presse reste toujours un combat quotidien.

Ce jeudi 8 janvier, La Réunion a adressé au monde un message de solidarité aux victimes, et de résistance à tous ceux qui veulent imposer la censure.

**M.M.**



Minute de silence.



Hommage



Véronique Hummel, SNJ Réunion.



Houssen Amode, président du Conseil régional du culte musulman.



Mgr Gilbert Aubry, évêque de La Réunion



Selvam Chanemougam, Tamij Sangam.



Gilles Clain, syndicat UNITÉ SGP POLICE FO.

## Edito

# L'euro au plus bas depuis 2006

**D**ans trois semaines, ce sont les élections en Grèce. La coalition Syriza est favorite. Son programme est de mener une politique alternative à l'austérité. Depuis plusieurs années, la Grèce est en effet le laboratoire des politiques les plus dures. En échange d'un plan d'aide de l'Europe, du FMI et de la BCE pour renflouer les caisses, le gouvernement grec a fait subir à sa population les mesures rappelant les plans d'ajustement structurels imposés par le FMI aux pays du Sud.

Les retraités et les chômeurs ont été les premiers visés, puis c'était au tour des fonctionnaires d'être licenciés en masse. Pour ceux qui étaient maintenus dans leur poste, c'était l'obligation d'une baisse de salaire. Les mesures de régression sociale se sont étendues aux travailleurs du privé. Les services publics ont subi aussi une coupe drastique dans les budgets. L'égalité face aux soins n'est plus respectée et des enfants souffrent de malnutrition.

Il n'a suffi que de quelques années d'austérité pour casser plusieurs dizaines d'années de progrès social. Les coups ont été portés par un gouvernement socialiste, puis par un gouvernement de droite. Syriza est donc une alternative espérée par la population.

Pour empêcher cette coalition de partis de gauche de gagner les élections, les conservateurs agitent le spectre du chaos. Ils disent que si Syriza gagne, alors la Grèce abandonnera l'euro et elle sera ruinée. La chef du gouvernement allemand est intervenue dans la campagne, affirmant que la fin de l'euro en Grèce est une éventualité à ne pas écarter. Pour sa part, Syriza ne souhaite pas que la Grèce sorte de l'euro, la coa-

lition compte mener des réformes sans changer de monnaie.

La Grèce est en crise, mais elle n'est pas la seule. L'Allemagne connaît la déflation. L'Union européenne vient aussi de connaître une période d'inflation négative. L'euro montre donc des signes de faiblesse. Par rapport au dollar, il est au plus bas depuis 2006, c'est-à-dire à un niveau en dessous de 2008, date du début de la crise des subprimes. Les Etats-Unis engrangent les bons résultats, avec cette fois un déficit commercial plus faible que prévu.

Cette chute de l'euro est la conséquence d'une crise que les dirigeants européens n'arrivent pas à résoudre. S'il s'effondre, ce ne sera pas la faute des Grecs.

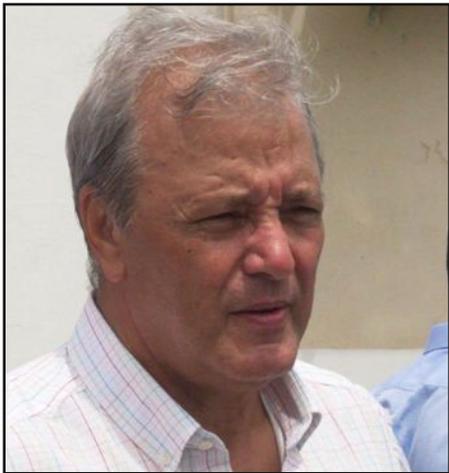
**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Aujourd'hui ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Message de Maurice Gironcel



**J**e suis indigné et fortement ému et touché par l'acte effroyable, ce crime contre la Liberté d'expression, commis ce 7 janvier dans les locaux de Charlie Hebdo à Paris. Consterné par ce geste criminel, je voudrais rendre hommage aux victimes et à leurs familles, en partageant la peine énorme qui les touche qui ont été la cible d'un attentat effroyable et terrifiant qui heurte le monde entier. Ces victimes ont toujours lutté pour la liberté d'opinion et la liberté de la presse. Rien ne peut justifier, ni excuser un tel acte de barbarie. Nous condamnons cet

acte terroriste, un crime qui porte atteinte à la Liberté d'expression, l'une des valeurs fondamentales de la République. Ne cédon pas à la psychose mais rassemblons-nous, unissons-nous, pour maintenir l'harmonie du mieux-vivre ensemble dans le respect de chacun. Avec Michèle Caniguy, nous avons observé, hier soir, avec les militants de Sainte-Suzanne, une minute de silence au nom de La Liberté, à ceux qui ont perdu la vie ce 7 janvier 2015.

**Le maire de Sainte-Suzanne,  
Maurice Gironcel**



Photos A.D.

### Di sak na pou di

#### Il a raison, Nicolas Sarkozy : oui «surtout pas d'amalgame...»

La tuerie de ce 7 janvier, en plein cœur de Paris, dans les locaux de « Charlie Hebdo », nous marquera. C'est certain. Je n'ai pas à insister. Beaucoup d'autres, ici, en France et dans le monde entier, qu'ils soient hommes d'État, journalistes, responsables politiques ou militants engagés dans le dialogue interreligieux, oui, beaucoup d'autres l'ont fait et continueront à le faire. Dans nos lieux de rassemblement religieux, lors de réunions publiques, dans nos écoles, chez nous à la maison, nous en parlerons sûrement. Il nous faut faire avancer la grande idée de la tolérance, du respect de l'autre. L'indispensable

idée du respect de la vie de l'autre.

Et puis, comme l'a souligné – sans doute le premier parmi les personnalités politiques françaises – Nicolas Sarkozy, pas d'amalgame. Les trois individus qui ont provoqué le massacre de ce 7 janvier ne représentent pas, mais pas du tout, l'immense majorité de nos frères musulmans. Dans nos mosquées, ici à La Réunion et également ailleurs et dans le monde, le dialogue interreligieux est en bonne voie. Il y a des responsables de confessions religieuses différentes qui s'y sont attaché et qui, notre île en est un exemple, avancent et réussissent

dans la sensibilisation de toute la population.

J'ai en ce moment une pensée particulière pour Idriss Issop-Banian qui, dans le groupe de dialogue interreligieux, travaille à côté des responsables de l'ensemble des religions qui sont pratiquées dans notre île pour que le respect dans l'acceptation de l'autre soit un exemple pour l'humanité entière.

Oui, comme l'a dit Nicolas Sarkozy, surtout pas d'amalgame...

**Raymond Lauret**

## Journée historique pour le peuple palestinien

# La Palestine admise à la CPI

**Les Palestiniens sont devenus officiellement membres de la Cour pénale internationale (CPI) le 7 janvier. Pour les Palestiniens, « accepter la Palestine à la CPI, c'est changer le rapport de forces en faveur de la justice, de la liberté, de la paix et du droit international ».**

Cette demande d'adhésion, déposée le 2 janvier, a vivement été objectée par les États-Unis. Cependant, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a accepté la demande palestinienne. Cette décision va permettre aux Palestiniens de mettre Israël en accusation devant cette instance juridictionnelle compétente pour juger les crimes de guerre.

### Décision "historique"

Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a indiqué lors d'un point presse, que Ban Ki-moon a fait part de sa décision aux pays-membres de la CPI le 6 janvier dans la soirée, après « s'être assuré que les documents reçus étaient en ordre ». Pour les Palestiniens, cette décision est "historique". Ils pourront par ce biais enquêter dès le 1er avril sur les allégations de crimes commis dans les territoires palestiniens. « C'est un jour historique pour le peuple palestinien : c'en est fini pour toujours de l'impunité d'Israël », a déclaré le négociateur en chef palestinien Saëb Erakat, à l'Agence France Presse. Pour ce dernier, « accepter la Palestine à la CPI, c'est changer le rapport de forces en faveur de la justice, de la liberté, de la paix et du droit international ». Il a d'ailleurs appelé « la communauté internationale à mettre fin à l'occupation et à faire en sorte que ceux qui ont commis des crimes contre les Palestiniens soient jugés ».

Quelques semaines plutôt, les autorités palestiniennes avaient soumise le 17 décembre un projet de résolution réclamant la fin, d'ici deux ans, de l'occupation israélienne devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce texte a été rejeté. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a alors demandé l'adhésion de son pays à la Cour Pénale Internationale.

Désormais membre de la CPI, la Palestine va prochainement présenter le projet de résolution pour la fin de l'occupation israélienne, au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette fois-ci,



**Mahmoud Abbas à la tribune des Nations Unies. La Palestine vient d'adhérer à la Cour pénale internationale pour faire cesser l'impunité des colonialistes israéliens.**

la résolution pourrait être positive, en raison de la nouvelle composition du Conseil pour 2015, plus favorable aux Palestiniens.

### Réaction vive des dirigeants israéliens

En réponse à la demande au Conseil de sécurité des autorités palestiniennes, les dirigeants israéliens ont gelé le versement de 106 millions d'euros de taxes collectées pour le compte de l'Autorité palestinienne. Désormais, pour l'Etat hébreu, il s'agit d'une « déclaration de guerre diplomatique », promettant une riposte encore « plus dure et plus globale ».

Son allié historique, Washington, avait dénoncé la volonté palestinienne, la qualifiant d'« escalade contre-productive » qui « alourdit le

climat » avec Israël. Au lendemain de l'annonce des Nations Unies, porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki, a indiqué que « les Etats-Unis ne croient pas que l'Etat palestinien corresponde à un Etat souverain et ne le reconnaissent pas comme tel, et ils ne le considèrent pas éligible pour accéder au Statut de Rome ».

Cette dernière a assuré que la demande d'adhésion de Palestiniens à la Cour Pénale Internationale (CPI) affirmant qu'elle serait un obstacle dans la conclusion d'un accord de paix israélo-palestinien. Les Républicains qui contrôlent le Congrès ont menacé de bloquer 440 millions de dollars d'aide destinés aux Palestiniens.

**Céline Tabou**

## Changement de ton dans la crise ukrainienne

# Détente entre Moscou et Bruxelles

Après une multitude de sanctions contre Moscou, de hauts responsables de la diplomatie européenne ont annoncé certains signes "limités" laissant envisager que la Russie infléchirait son attitude dans le dossier ukrainien.



Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour la diplomatie.

Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour la diplomatie et la politique de sécurité, a déclaré lors d'une conférence de presse en Lettonie avoir constaté « certains signes positifs limités du côté russe », si Moscou respecte en totalité l'accord de Minsk, conclu le 5 septembre. Il s'agit d'un protocole de 12 points visant à mettre fin aux affrontements qui ont fait près de 5.000 morts dans l'est de l'Ukraine depuis avril.

Pour Edgars Rinkevics, chef de la diplomatie de la Lettonie, qui préside l'UE ce semestre, les discussions menées en décembre 2014 avec la Russie ont envoyé « des signaux » d'une nouvelle approche du conflit. Les représentants européens tentent d'engager un nouveau dialogue avec Moscou sur l'Ukraine.

« Nous avons conclu que nous devons trouver l'occasion d'engager un nouveau dialogue politique avec la Russie concernant les évé-

nements d'Ukraine », a indiqué Edgars Rinkevics, qui se rend à Kiev et à Moscou. De son côté la chancelière allemande, Angela Merkel, a indiqué que les sanctions seront levées, si l'accord de Minsk censé mettre fin au conflit était appliqué dans sa totalité.

Cette dernière, en compagnie du Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, à Berlin, a toutefois douté de la levée de ces sanctions, en raison de l'annexion de la Crimée à la Russie, en mars. « J'ai peu d'espoir sur ce front », a indiqué Angela Merkel.

« Les autres sanctions ont été instaurées en réponse à l'intervention dans l'est de l'Ukraine » par les Etats-Unis, le Canada, l'Union européenne et certains pays occidentaux, qui ont décrété des mesures économiques visant des hommes d'affaires, des responsables politiques et des entreprises russes.

Pour la chancelière, « l'application totale du protocole de Minsk est un

moyen d'obtenir une levée des sanctions. L'ensemble du protocole doit être appliqué avant que nous puissions dire que les sanctions sont levées. »

Malgré la volonté du président ukrainien Petro Porochenko de rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine, dans la capitale du Kazakhstan, la réunion pourrait être compromise. En effet, la chancelière allemande et le président français François Hollande, témoin de cette entretenu, ont émis des doutes quant à la tenue de cette réunion.

Côté russe, l'agence de presse Ria Novosti a publié l'opinion du président de la commission des affaires internationales de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Pouchkov, pour qui : « Les sanctions contre la Russie figurent parmi les principaux facteurs de risque pour l'Union européenne ». Ce dernier a estimé que « L'UE entre dans une zone d'imprévisibilité. Le faible rythme de croissance économique, les sanctions contre la Russie, une sortie de la Grèce de la zone euro constituent les facteurs de risque principaux ».

Un point de vue partagé par François Hollande, qui a indiqué sur France Inter que « si la Russie s'enfonce dans une crise, cela ne sera pas nécessairement bien pour l'Europe. En cas d'apaisement des tensions en Ukraine, l'Occident doit lever ses sanctions contre Moscou ».

**Céline Tabou**

## Attentat contre Charlie Hebdo à Paris : message de la C.O.I.

« La Commission de l'océan Indien, dont est membre la France, a exprimé ce mercredi 7 janvier sa profonde émotion et son indignation à la suite de l'attentat meurtrier contre la rédaction du journal Charlie Hebdo.

« Notre communauté indiano-céanienne partage l'effroi et la dou-

leur engendrés par ce tragique événement », a écrit Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, dans un courrier adressé au président François Hollande le même jour.

Alors que « cet acte barbare plonge ses racines dans un obscurantisme dangereux qui attaque la liberté

d'expression et menace la démocratie », la Commission de l'océan Indien a tenu à saluer la détermination des autorités françaises à préserver l'unité nationale dans ces circonstances ce qui démontre l'attachement de la France au respect des diversités culturelles.»

## Billet philosophique(\*)

# «Engageons-nous»

Comme vous le savez, une des préoccupations de cette chronique est de contribuer à cultiver, enrichir et renforcer sans cesse la pensée créole réunionnaise, notamment en valorisant le plus possible les atouts de penseurs réunionnais qui cultivent les valeurs fondamentales de notre peuple. Dans cet esprit, nous voudrions citer aujourd'hui un poète, écrivain et responsable religieux important de La Réunion : Mgr Gilbert Aubry, qui vient de s'exprimer publiquement à plusieurs reprises, en particulier dans une homélie très pertinente lors de la messe de Noël célébrée à La Montagne, dans ses vœux pour la nouvelle année et dans un livre intitulé "Poétique Mascarine", où l'on retrouve ses œuvres complètes.

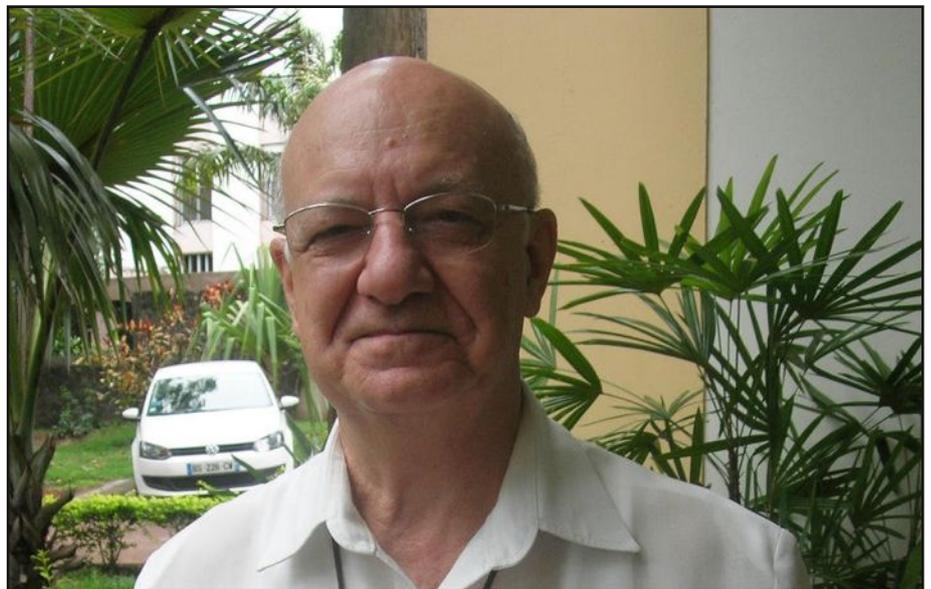
Certes, il ne faut pas confondre ou assimiler une pensée religieuse, une réflexion philosophique, une orientation politique, une création poétique et d'autres productions intellectuelles, chacune ayant sa propre logique. Mais l'une n'empêche pas l'autre et, dans ses vœux pour 2015, Gilbert Aubry a fait part aux Réunionnais d'idées très intéressantes concernant notre avenir.

À ce sujet, l'évêque catholique de La Réunion s'exprime avant tout en citoyen, penseur et acteur réunionnais préoccupé par les défis à relever par notre peuple dans les années à venir. À ce propos, il déclare notamment : «La fraternité à La Réunion (...) est un engagement à prendre pour vivre ici et maintenant, vraiment, comme des frères et des sœurs en humanité. Sortir de nos conditionnements (...), nous extirper de nos asservissements (...), nous mettre d'accord sur des codes de conduite minimum, essentiels et les respecter».

### «Le bien commun»

Outre ces engagements, Gilbert Aubry souligne également qu'il est urgent de sortir des clivages politiques du pouvoir pour le pouvoir. Tout en étant différents, n'y a-t-il pas moyen de mettre ensemble les bonnes idées pour rechercher des solutions ? (...) Engageons-nous dans la vie associative, en tissant des réseaux de solidarité, en prenant au sérieux la vie politique pour l'organisation du pays et la fonction politique pour sa noble mission d'écouter, de synthétiser, d'impulser, de servir la croissance humaine d'un ensemble social, culturel et économique».

Il conclut : «Ayons confiance en nous-mêmes Réunionnais et en tous



Mgr Gilbert Aubry, qui présente son livre "Poétique Mascarine".

ceux qui, à La Réunion, veulent vivre ici dans une même communauté de destin. (...) Cessons de nous dénigrer, de nous déchirer pour des intérêts particuliers contraires, en oubliant le bien commun, l'intérêt général».

### Des pistes concrètes

Ces concepts fondamentaux mis en avant par le penseur et responsable religieux réunionnais sont aussi portés par le poète qui, depuis plus de quarante ans, défend notre créolie. C'est pourquoi il est important de faire connaître la publication en décembre dernier des œuvres complètes de Gilbert Aubry, de 1971 à 2011, dans un ouvrage intitulé "Poétique Mascarine", où l'on retrouve à la fois ses poèmes, réflexions et dessins porteurs de messages très forts.

Parmi ces messages, comme cela

est dit dans la présentation du livre, ses textes prônent notamment «la communion de l'auteur avec son peuple métis», en rappelant que «La Réunion ne peut vivre qu'à l'encontre de tous les enfermements», et en mettant en avant «la quête de l'identité collective», «une fraternité collective», en «tendant la main aux chercheurs d'humanité». Voilà des pistes concrètes tracées par ce membre titulaire de l'Académie de La Réunion pour passer des bons vœux aux actes et à la réalité...

**Roger Orlu**

(\*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

# Otè

## La vérité na in sèl koulèr !

*Mi pans zot i rapèl kan Fransoi Holland la débark Pyèr-fon. Son promyé parol té pou dir la pa bézoin in plan éspésyal pou La Rényon vi k'i aplik isi lo mèm loi ké dan La Frans, lo mèm mézir i aplik la-ba konm isi épi i doi donn bon rézilta la-ba konm isi. La pa manké lo bon rézilta la pa arivé é shomaj la kontinyé fish an avan. Aprés, li la fé diskour in pé par isi, in pé par laba téi amontr bien lo boug téi pran pa réèlman nout sityasion o sèryé. Aprés, bann zournal la droit la fé sondaj pou dir lo voyaz lo prézidan la bien éspasé é kréol lété bien dakor avèk li.*

*Pandan éstan-la, nou ki kriy la sityasion lé grav, pèrsone i fé pa in kont sanm nou. Ni pé dir shomèr lé troi foi pli nonbré isi ké dan La Frans, ni pé dir galman nout lékonomi l'apré dégréné, pèrsone i fé pa in kont : pèrsone an parmi sak nana in pti gine pouvoir, in pti grin résponsabilité, sak i pé fèr in n'afèr pou fé avans anou in pé. Pèrsone an parmi sak nana bann pos inportan kisoï dann l'administrasyon, kisoï an parmi bann zèlu, kisoï sak nana in pé lo pouvoir ékonomik... Pou so bann moun-la, nou sé in bann kriyèr d'nuît é ni mérit pa dmoun i ékout sak ni di.*

*Konm di l'kont, i pé dir na poïnn kriz !!? Ou i pé dir tout i marsh bien madam la markiz ! Ou i pé dir galman lé pa nésésèr pran bann mézir éspésyal*

*Mé ala ké toudinkou, lo prézidan i mète a dir sak i fo sé in plan pou dévlop shak péi l'outre-mèr. li tir son fizy dsi in koté d'zèpol, pou mète dsi l'ot. I pé dir myé vo tar ké zamé, mé afors pèrd lo tan ébin nou ni avans pa. Ala kosa i raport pa rogard la vérité La vérité na in sèl koulèr ! La vérité na tèt dir ! La vérité lé antété !*

**Justin**

**In kozman pou la rout : « Atèl lo dyab sanm son karyol »**

Sa in kozman i vé dir, ou l'apré rode l'annuiman pou out kor, rod malèr pou ou mèm. Sa lé bien vré pars, dan la vi, i oi toultan demoun apré fé in n'afèr pou fé annui ali. D'ot i oi lo konsékans, mé l'otèr, li pèrsone, li oi pa sak lé riskab arivé. Sa lé vré pou dmoun rantre zot, sa lé vré pou bann ti kolon, sa lé vré pou bann gran désidèr. In légzanp : in pé i di : « Didier Robert l'apré fé in rout dann lo, san kalkil lé konsékans ». Parl pi si la mèr i fou in kou d'radmaré épi i kapote la rout dan la mèr. V'ariv mèm shoz konm kan bann marmay té i shant : « Dsi l'pon di nor ! »... lo pon la éfondré.... Fé travay zot koko, fé bouy zot matyèr griz, zot va oïr rant-rant ni pé ète dakor rantre nou...